

L'Europe doit devenir une puissance climatique mondiale



L'accélération de l'action en faveur du climat et la gestion de la transition énergétique doivent être au cœur de la politique étrangère de l'UE.

Image :
REUTERS/Gonzalo
Fuentes

En collaboration avec
Project Syndicate

27 jan. 2021

Werner Hoyer

President, European Investment Bank

Josep Borrell

Vice President , European Commission, is EU High Representative for Foreign Affairs and Security Policy

BRUXELLES – Le monde suit avec attention le déploiement des vaccins contre la COVID-19 et attend avec impatience le retour à la normale après une année de confinement. Il n'y aura en revanche jamais de vaccin pour l'autre menace qui pèse sur l'humanité : le changement climatique.

Les images apocalyptiques des incendies de forêt en Californie et des inondations

dévastatrices au Bangladesh sont les signes avant-coureurs de ce qui nous attend si nous ne parvenons pas à faire face à l'urgence climatique. Si nous ne prenons pas de mesures drastiques, ces catastrophes seront de plus en plus fréquentes et de plus en plus destructrices. En outre, le changement climatique est l'un des plus grands défis géopolitiques auxquels nous ayons été confrontés. Il multiplie les conflits, alimente l'instabilité sociopolitique, crée des pressions migratoires, aggrave les injustices mondiales et met en péril les droits humains et la paix, en particulier dans les États les plus fragiles.

Les climatologues ont clairement indiqué que pour limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 °C en moyenne par rapport aux niveaux préindustriels - l'objectif de l'accord de Paris - le monde ne peut émettre que 580 gigatonnes de dioxyde de carbone supplémentaires. C'est là notre budget carbone - pour toujours. Au rythme actuel de nos émissions qui est d'environ 37 gigatonnes par an au niveau mondial, nous aurons épuisé notre budget d'ici 2035. Nous devons donc décarboner nos économies sans retard. Comme le climat s'est déjà réchauffé de 1,1 °C, cette hausse étant encore plus élevée dans de nombreuses régions, la prochaine décennie représente notre dernière chance de régler le problème.

L'Union européenne a été un leader mondial sur cette question depuis des décennies, et elle est restée fidèle à ses ambitions même pendant la crise de la COVID-19. Entre autres choses, l'UE a lancé ce que le vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans, a qualifié à juste titre de "plan de relance le plus vert du monde". Avec le "European Green Deal", l'UE a également porté son objectif de réduction des émissions pour 2030 à 55 %, et s'est engagée à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

Pour soutenir cet effort, les États membres ont décidé de transformer la Banque européenne d'investissement (BEI) en Banque du climat de l'UE. Comme indiqué dans la feuille de route de la Banque du climat 2021-2025, le Groupe BEI a pour objectif de mobiliser 1 000 milliards d'euros (1 200 milliards de dollars) d'investissements dans l'action climatique et la durabilité environnementale entre 2021 et 2030. À ce titre, la BEI devient la première banque multilatérale de développement dont les opérations sont entièrement en ligne avec l'accord de Paris.

Toutefois, pour être vraiment efficace, l'Europe doit compléter ces efforts internes par une politique étrangère climatique proactive. Dans un monde où l'UE représente moins de 8 % des émissions mondiales, nos efforts en matière dans ce domaine ne peuvent se limiter à notre continent. Si nous laissons répondre à la demande croissante d'énergie en Afrique et dans certaines parties de l'Asie par la construction de centrales électriques supplémentaires fonctionnant au charbon et au gaz financées par la Chine ou d'autres pays, notre espoir de limiter le réchauffement climatique partira littéralement en fumée.

Nous devons convaincre nos partenaires mondiaux d'adhérer à notre ambition, et nous devons les pousser - ou les aider - à prendre les mesures nécessaires.

C'est pourquoi, l'Europe devra mettre tout son poids économique et diplomatique au service de cette cause, en devenant une puissance mondiale en matière de diplomatie climatique. Nous devons combiner nos efforts en matière de climat avec la *realpolitik*, en reconnaissant les liens incontestables entre l'innovation et le développement durable. Ce n'est que par l'innovation que nous pourrions assurer la compétitivité future de l'Europe et relever le défi climatique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières. Et ce n'est que par l'innovation et les investissements verts que nous pourrions renforcer la résilience économique en Afrique et au-delà.

L'Europe dispose des outils nécessaires pour faire la différence au niveau mondial. Elle dispose d'un des plus grands marchés internes du monde. De ce fait, l'UE a le pouvoir de fixer des règles et des normes pour les biens et services importés. Nous disposons déjà d'un large éventail d'accords commerciaux et de partenariats stratégiques avec des pays et des régions du monde entier. Ensemble, l'UE et ses États membres sont le premier donateur mondial d'aide au développement et d'assistance humanitaire. Enfin, avec la BEI, l'UE dispose du plus grand bailleur de fonds multilatéral.

Nous avons un besoin urgent de la puissance de feu de la BEI. Selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, pour atteindre nos objectifs de 2030 en matière de climat et de développement durable, il faut combler un déficit d'investissement annuel d'environ 2 500 milliards d'euros. Nous ne pouvons compter nulle part uniquement sur le secteur public, mais c'est encore moins le cas dans les régions les moins développées. En tant qu'institution de financement public et pionnière des obligations vertes, la BEI a un rôle important à jouer, à la fois pour réorienter les financements privés vers des projets d'investissement durable à l'échelle mondiale, et pour garantir (grâce à son expertise bancaire et d'ingénierie) que tous les projets retenus ont un sens économique.

Pour avoir un impact mondial, l'UE doit déployer avec vigueur tous les instruments à sa disposition. Tous les efforts actuellement déployés par l'UE pour remédier aux dommages économiques et sociaux causés par la COVID-19 dans les régions voisines doivent notamment être conçus et mis en œuvre en tenant compte de l'agenda climatique plus large.

En outre, les autres banques de développement devraient suivre l'exemple de la BEI en alignant leurs opérations sur les objectifs de l'accord de Paris, afin de s'engager dans un développement à faible intensité carbone qui accroît la résilience climatique (ou, au

minimum, qui évite de compromettre la transition verte).

La conférence des Nations unies sur le changement climatique qui se tiendra à Glasgow (COP26) en novembre sera une étape cruciale pour relever les ambitions mondiales. Contrairement aux précédentes COP, il s'agira moins de mettre en place de nouvelles règles multilatérales que de veiller à ce que le plus grand nombre de pays possible, en particulier les plus grands émetteurs, renforcent leurs engagements. La semaine prochaine, les ministres des affaires étrangères de l'UE discuteront de la meilleure façon de contribuer à assurer le succès de la conférence de Glasgow et de développer notre diplomatie climatique et énergétique pour promouvoir la dimension extérieure du "Green Deal" européen.

L'accélération de l'action en faveur du climat et la gestion de la transition énergétique doivent être au cœur de la politique étrangère de l'UE et de notre travail avec nos partenaires dans le monde entier. Nous saluons à cet égard la décision essentielle du président des Etats Unis Joe Biden de réintégrer l'accord de Paris. Ce que nous faisons aujourd'hui tracera la voie à suivre pour les décennies à venir. En 2021 l'Europe mettra tout son poids diplomatique et financier au service de la lutte mondiale contre le changement climatique. Comme l'a déclaré le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, il s'agit en effet du "défi majeur de notre époque ».

Licence et Republication

Le Forum économique mondial articles peut être republiés conformément à la licence publique internationale [Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0](#), conformément à nos [Conditions d'utilisations](#).

Rédigé par

[Werner Hoyer](#), President, European Investment Bank

[Josep Borrell](#), Vice President , European Commission, is EU High Representative for Foreign Affairs and Security Policy

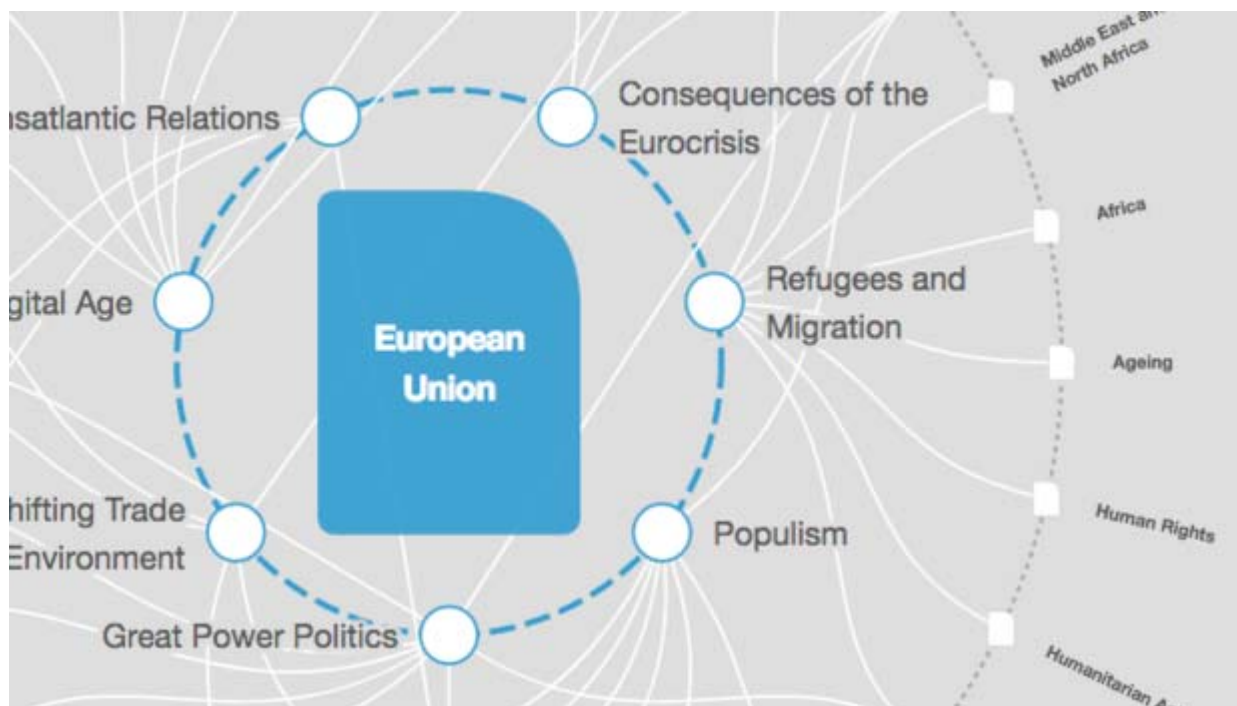
En collaboration avec [Project Syndicate](#).

Les opinions exprimées dans cet article sont celles de leur auteur et non celles du Forum économique mondial

Explorer le contexte



European Union



Explorer les derniers développement stratégiques, recherches et analyses



Abonnez-vous aux mises à jour

Une mise à jour hebdomadaire de ce qui est à l'Agenda mondial

Abonner

© 2021 Forum Économique Mondial Politique de confidentialité et conditions d'utilisation du service